

LE COMBAT SYNDICALISTE

CNT MENSUEL DE LA
Confédération Nationale du Travail



NOVEMBRE 2020/N° 456 (2€)

JINWAR (ROJAVA), CHERÂN (MICHOÂCN) :

COMMUNES : NOM FEMININ PLURIEL

En plein cœur du territoire kurde insurgé ou au Mexique,
deux expériences révolutionnaires d'un village et d'une ville
autogérés, féministes, écologistes, émancipatrices...



SOMMAIRE

LUTTE SYNDICALE

- **Blanquer, on t'emMelle !**
Halte à la répression antisyndicale, dans l'éduc et ailleurs. **P2**
- **Les réfractaires à l'explosion en vol**
Déclaration de la 1ère rencontre des salarié-es de l'aéro à Toulouse, septembre 2020. **P5&6**

ÉDUCATION

- **Des injonctions covides de sens**
Et des attaques contre les prétendu.es « profs décrocheurs ». Merci Blanquer. **P3**
- **L'école-garderie baisse la garde**
À propos du décret du 29 août sur les personnes vulnérables à la Covid-19. **P4**

ICI ET MAINTENANT

- **Pôle emploi met les intermittent-es en coop réglée.**
Les intermittent-es organisé-es en coopératives bannies de l'indemnisation chômage. **P7&8**
- **« Je me suis dit : là ça y est, je vais mourir ! »**
La vie sans filets, sans sécurité, sur les chantiers de construction. Témoignage de Sami en apprentissage. **P9&10**
- **Le capitalisme en crise perpétuelle**
La rhétorique de « crise » fait croire à une petite maladie temporaire, curable. **P11**
- **Pour décrocher, c'est quelle appli ?**
Le numérique : l'outil clé en main pour le technofascisme ? **P12**

INTERNATIONAL P 13 À 18

- **Mexique, Kurdistan et Grèce.**

CULTURE P 19 À 23

- **Comment saboter un pipeline,**
Andreas Malm.
- **Que crève le capitalisme. Ce sera lui ou nous.** Hervé Kempf.
- **Gazer, mutiler, soumettre, politique de l'arme non létale,**
Daniel de Roulet.

Blanquer, on t'emMelle!

Halte à la répression antisyndicale, dans l'éduc et ailleurs !

Dénonçant « un bac inégalitaire », lycéen·nes, parents d'élèves, et enseignant·es ont mené les blocus contre la mise en place des E3C* et la réforme Blanquer du bac, le 3 février dernier. Cette participation et l'usage de leur droit de grève a valu à quatre prof·fes, d'anglais, de maths, de philo, un conseil de discipline, avec menace de sanctions pouvant aller jusqu'à la radiation. L'administration les accuse

de « *blocage d'établissement et de perturbation des épreuves pour avoir été en rassemblement et en grève ces jours-là* » et tant qu'à faire incitation à l'émeute et de manquement à leur devoir de réserve. Première sanction : « *l'interdiction d'entrer en contact avec leurs collègues* » et plus de six mois de suspension pour que se déroule l'enquête administrative, procédure discrétionnaire, à sens unique, défense et explications contradictoires n'étant possibles que devant le conseil de discipline.

Trois enseignantes, un enseignant, syndiqué·es à SUD éduc : les « *Quatre de Melle* » (Deux-Sèvres) sont devenues un symbole de l'acharnement



antisyndical et de la répression contre les prof·fes. Dans la droite ligne de l'article 1 de la loi « *pour une école de confiance* », de juillet 2019, qui insiste avec ambiguïté sur « *l'engagement et l'exemplarité des personnels de l'Éducation nationale* », autre manière de dire se tenir à carreau. La répression vient passer le message plus clairement à tous les personnels, syndiqués ou pas.

En voulant faire taire les « *Quatre de Melle* », c'est toute la profession que le ministère cherche à bâillonner. Leur cas n'est pas isolé. Ces derniers temps, dans l'éducation, les pressions de l'administration se sont multipliées contre des personnels qui manifes-

taient leur rejet des réformes destructrices de ce gouvernement (collège République à Bobigny, lycée Philippe Lamour à Nîmes en 2019, écoles du secteur d'Alès, lors de la grève contre la réforme des retraites en 2020...). Cette répression a récemment touché des syndicalistes dans d'autres secteurs: Anthony Smith à l'inspection du travail, Éric Bezou à la SNCF, Hassan à la RATP, de nombreux·ses militant·es de la Poste... Plusieurs manifs ont aussi été durement réprimées,

comme à Nice où Olivier Sillam, militant FSU et trois étudiant·es ont été condamné·es suite à la plainte d'un syndicat de policiers.

Nous sommes entré·es dans une période où toute forme de contestation semble interdite. Le gouvernement veut criminaliser l'action syndicale et le mouvement social. La répression des manifestations et des grèves est devenue systémique pour empêcher les personnels d'utiliser leurs droits fondamentaux. L'état d'urgence sanitaire est un outil de plus dont se sert, de la façon la plus cynique qui soit, le gouvernement dans cette démarche répressive sans précédent. ●

Directrice de la publication

Marie-Pierre Aiello
N° de CPPAP : 0623 S 0651

Rédaction

combat-syndicaliste@cnt-f.org
CS c/o CNT Stics 13
c/o 1 000 Bâbords
61, rue Consolat 13001 Marseille

Administration

cs-administration@cnt-f.org
C/O CNT 18 Avenue de Sierre
07200 Aubenas

Abonnements

cs-administration@cnt-f.org
C/O CNT 18 Avenue de Sierre
07200 Aubenas

Impression sur papier certifié

PEFC

Imprimerie Étoile

Za Sainte Anne 61190 Tourouvre

Les tâches amenant le Combat syndicaliste dans votre boîte aux lettres sont effectuées par des syndiqué·es après leurs journées de travail. Toutes vos idées d'articles sont les bienvenues. Le bouclage se faisant aux environs du 15, il est important que vos articles arrivent à la rédaction quelques jours avant, le plus tôt possible, cela évite le stress. Merci à tou·tes !

CNT

CONFÉDÉRATION NATIONALE DU TRAVAIL

Bureau confédéral
6, rue d'Arnal
30900 Nîmes

www.cnt-f.org – Mèl : cnt@cnt-f.org

COMBAT SYNDICALISTE

CNT – 33, rue des Vignoles – 75020 Paris

Mèl : cs-administration@cnt-f.org

Éduc : des injonctions covides de sens

Et des attaques contre les prétendu-es « profs décrocheurs ». Merci Blanquer.

« **L**a priorité, c'est que les parents puissent continuer à travailler. » Cette rentrée est marquée par cette citation d'Élisabeth Borne, ministre du travail. Rentrée particulièrement difficile pour nous. Chacun-e s'est posée la question de reprendre ses pratiques pédagogiques, tout en préservant sa santé en appliquant les gestes sanitaires.

Blanquer (qui se voyait ministre de l'Intérieur, c'est dire !) a persisté à prétendre que l'Éducation nationale était prête. Pourtant l'impréparation a été totale. Parfois jusqu'à la rentrée, des classes manquaient d'enseignant-es, des écoles de chargé-e de direction, sans parler de l'absence de mission claire pour les AESH. Le ministre ne nous a pas accordé de temps de réflexion collective sur nos pratiques pendant le confinements ni de temps pour s'approprier sereinement les protocoles.

■ Doubles protocoles

Pire encore, dans les écoles, deux protocoles (mairie, Éducation nationale) devaient être appliqués sur un même lieu. Il a fallu, en plus des réunions habituelles, s'accorder du temps non reconnu pour les appliquer.

Nous travaillons dans le risque, comme tout le monde. Mais nombreux-ses sont les collègues qui n'ont pas eu de masques, ou trop peu. En primaire, selon l'ARS, les masques « grand public » fournis par notre employeur ne nous protègent pas de nos élèves n'ayant pas de masque.

Aujourd'hui, nos conditions de travail sont plus difficiles : porter un masque toute la journée, gérer le stress des enfants, des parents, le notre, peu de remplacements, plus de services de récré, plus de réunions, sans parler d'anticiper un



éventuel confinement... Tout cela n'est pas reconnu par notre ministre, plus prompt à nous stigmatiser dans les médias (« profs décrocheurs ») et en nous ressortant ses évaluations inutiles pour légitimer ses réformes.

■ Instruire pour émanciper

En juin, malgré la situation sanitaire, le Rectorat a fermé des classes, amplifiant les sureffectifs. Le déconfinement, à effectifs réduits, l'a confirmé : les classes à plus faibles effectifs, pour les élèves, c'est mieux. Moins de bruit, plus d'espace, plus d'interactions... Elèves, enseignant-es, AESH peuvent mieux s'aider. Il faut donc impérativement recruter et bâtir des écoles plus spacieuses.

Rien ne remplace la présence physique et directe, le fameux « présentiel ». Les enfants ont été très contents de se retrouver. En classe,

il-elle-s apprennent mieux. Pour éviter les risques de contamination, notre employeur doit donc nous fournir du matériel de protection conforme aux normes sanitaires du ministère de la Santé, et en quantité suffisante.

Mais ce type d'enseignement de la crise, Blanquer ne l'écoute pas, car sa gestion s'appuie sur les coûts... Il nous sort du chapeau un « Grenelle des profs ». Si nous sommes tout-es d'accord pour une revalorisation de notre traitement (le point d'indice est gelé depuis 2010, à quelques exceptions près), nous serons extrêmement vigilant-es pour refuser de transformer le métier à la sauce managériale. Nous sommes là pour aider nos élèves à s'émanciper, pas pour leur apprendre à faire du tri dans l'ordre alphabétique. Blanquer et son monde bureaucratique, dégagez ! ●

STE 75



L'école-garderie baisse la garde

Préparation zéro. Rentrée à la va-comme-j'te-pousse. Les élèves sous mauvaise garde...

Ca a pourtant été claironné avant la rentrée : « *tout est prêt* ». On l'a bien vu, à part le discours, aucune annonce concrète de la fameuse préparation. Plusieurs semaines après cette rentrée, il est encore plus inquiétant de voir qu'aucune leçon n'en a été tirée. Lorsque des cas de Covid sont détectés à la vie scolaire, on a mis l'équipe en septaine, exemple dans un collège de Vaulx en Velin.

■ Le crash des brigades volantes

Ces cas se sont multipliés, et aucun moyen n'a été débloqué, à part l'envoi de quelques EMS (Équipe mobile de sécurité), bien évidemment pas payé-es au même niveau que les assistant-es d'éducation (AED). Surtout, ces personnels ne sont pas habilité-es à faire certaines tâches habituellement dévolues aux AED, comme l'entrée et la sortie des

élèves ou le suivi socioéducatif. Une telle gestion implique bien évidemment une dégradation du climat scolaire dans les établissements, alors que l'on sait qu'après la période de confinement du printemps, le travail auprès des élèves est très important. De même, il n'y a plus de remplaçant-es pour faire face aux arrêts et à l'isolement des enseignant-es, facilement envisageable vu qu'aucun personnel n'a été recruté. Quant au protocole requis pour désinfecter les locaux, il alourdit considérablement la tâche des agents d'entretien, et là encore pas de personnel supplémentaire prévu. On est bien loin des moyens exceptionnels promis au vu de la situation exceptionnelle !

■ Fermer, surtout pas !

Seule évolution, l'assouplissement du protocole sanitaire après deux semaines, le seul but étant de fermer

le moins de classes et d'établissements possibles. Le ministre de la santé s'est félicité à plusieurs reprises d'une diminution des fermetures en septembre. Pourtant, c'est en milieu scolaire et universitaire qu'on enregistre le plus de clusters : plus de 350 recensés sur un peu plus de 1000 clusters identifiés. Santé publique France ne sait pas dire à quel niveau se situent ces clusters : écoles, collèges, lycées, université... (ça semble pourtant pas très compliqué de comptabiliser selon le niveau d'âge).

■ Bienvenue en absurdie

Comme on l'avait pressenti en mai-juin, le rôle alloué à l'Éducation nationale est de garder les enfants pour que les parents salarié-es puissent aller au boulot. Rassemblements de plus de 10 personnes interdits dans de nombreuses zones, mais on continue d'accueillir jusqu'à 35 élèves dans des salles de classe exiguës. Que dire de la limitation à six personnes aux tables des restos, quand les cantines scolaires sont surpeuplées ? Santé publique France ne cesse de répéter qu'il faut porter le masque et garder une distance d'un mètre, ce qui est vrai dans aucune salle de classe de France..

Ne respectant aucune consigne édictée, l'Éducation nationale n'a apporté aucun moyen supplémentaire pour faire face à l'épidémie. Pourtant il a été dit et répété qu'un nombre important d'élèves avait décroché pendant le confinement. La qualité de l'accueil et de l'enseignement important peu pour Blanquer et ses équipes. Pire, la mise en danger des personnels, des élèves et leurs familles semble de plus en plus avérée. Il est donc temps d'étudier toutes les possibilités qui s'offrent à nous pour arrêter cette machine infernale, droits de retrait, mobilisations d'établissements, etc. ●

CNT Educ Rhône et Ain

Droit dans le mur, la porte de sortie

Rencontre débat anticapitalisme et écologie

Dérèglement climatique, franchissement des limites planétaires, destruction de la biodiversité : comment éviter la catastrophe écologique sans sortir du système ? Face au naufrage qu'induit le capitalisme, quelles actions, quelle éthique politique lui opposer ?

Rencontre-débat avec : Corinne Morel-Darleux, militante écosocialiste, autrice de « *Plutôt couler en beauté que flotter sans grâce* », chroniqueuse pour Reporterre, conseillère régionale en Auvergne Rhône Alpes, s'intéresse aux implications collectives des hypothèses de l'effondrement, et aux nouvelles formes de luttes. Philippe Pelletier, enseignant-chercheur, militant libertaire, et auteur de « *Climat et capitalisme vert, de l'usage économique et politique de capitalisme* », critique le concept de productivisme : le capitalisme ne produit pas pour produire mais pour vendre.

Mardi 24 novembre 2020, 20h, La Bobine. Aubenas ●



Les réfractaires à l'explosion en vol

Déclaration de la 1ère rencontre des salarié-es de l'aéro à Toulouse, septembre 2020.

L'actuelle crise économique touche de plein fouet l'aéronautique, avec des plans de licenciements et des baisses de salaires. Avant même la fin du confinement, les premier-es attaqué-es ont été les salarié-es de Dérichbourg, avec un APC (« Accord de performance collective ») qui, sous la menace d'un plan de licenciements, a réduit leur rémunération d'environ 400 euros.

À leur tour, les salarié-es de l'entreprise AAA sont attaqué-es, avec un plan de licenciements de 719 personnes sur 1587. Et ce schéma se répète dans plus d'une trentaine d'entreprises du secteur.

Ces attaques ont été précédées d'un plan de licenciements massif déguisé, avec le renvoi de milliers de précaires (intérim et CDD notamment). Depuis des années, les directions d'Airbus et des autres donneurs d'ordre ont organisé la concurrence, les délocalisations et la précarité chez les sous-traitants. Mais aujourd'hui, tou-tes les salarié-es de la filière sont touché-es. Le modèle, basé uniquement sur les profits, rend incapables de gérer les crises sans détruire nos vies et la planète.

CRISE AÉRO :

- O SUPPRESSION D'EMPLOI**
- O BAISSSE DE SALAIRE**
- O PERTE DE SAVOIR-FAIRE**
- BLOCAGE DES DIVIDENDES**
- BAISSE DU TEMPS DE TRAVAIL**
- RECONVERSION INDUSTRIELLE**
- SOUS CONTRÔLE DES SALARIÉ-E-S**
- CONTRÔLE OUVRIER DES AIDES PUBLIQUES**

CNT 31
CONFÉDÉRATION NATIONALE DU TRAVAIL
COMITÉ MÉTALLURGIE 31



Manif sous l'avion

**AÉRO : LE PATRONAT
NOUS VOLE
PUIS NOUS
JETTE**

**AUTODÉFENSE
DE CLASSE**

CONFÉDÉRATION NATIONALE DU TRAVAIL
COMITÉ MÉTALLURGIE 31

■ **Altitude zéro,
attitude brasero**

Nous, salarié-es de l'aéro, refusons de payer leur crise. C'est pourquoi nous nous sommes rassemblé-es ce 17 septembre entre salarié-es (syndiqué-es ou non) de 19 entreprises du secteur. Après un échange sur la situation, nous avons décidé :

- de combattre toute suppression d'emploi (c'est-à-dire d'imposer une embauche pour chaque départ), pour ne pas sacrifier l'avenir de la jeunesse.

- de refuser toute baisse de salaire et dégradation des conditions de travail, sous la menace du chantage à l'emploi.

- d'appeler tou·tes les salarié-es à s'emparer de ces revendications et à les discuter sur leur lieu de travail, si possible en assemblée.

Le patronat sait s'organiser, il faut

savoir nous organiser aussi. Nous devons nous unir pour construire un véritable rapport de force, qui commence par prêter main forte aux

premier-es touché-es, comme les salarié-es de AAA actuellement.

N'attendons pas d'être les prochain-es. « Si on touche à l'un-e, on touche à tou·tes ! » ●

Coordination aéronautique

Contact: coordination.aeronautique@gmail.com

Signataires : CGT Latécoère, UNSA Derichebourg Aeronautics et « Collectif des Salariés de Derichebourg », CGT Mécachrome, CGT Toray, CFDT AAA et « Collectif des salariés de AAA », CGT Airbus, CGT Airbus D.S, CGT AKKA, CGT Modis, CGT Ateliers de Hte-Garonne, CGT CIM, CGT Ventana, CGT Thalès Toulouse, CGT Alten Sud-Ouest, CGT Liebherr Aerospace, CGT LPF-Sopadem, CGT DSI, Coordination CGT des syndicats de l'aéronautique (Airbus, sous-traitants, équipementiers), CNT 31, CGT Caggemini, CGT Altran Sud-Ouest, CGT Tofer, CGT Mecaprotec, CGT Ausy.

FACE AUX PSE ET APC

Action directe **Grève générale** **Unité de classe**

Entraide **Syndicalisme révolutionnaire**

Auto-organisation **Caisse de grève** **COMITÉ MÉTALLURGIE 31**

CONFÉDÉRATION NATIONALE DU TRAVAIL

Pôle emploi met les intermittent-es en coop réglée

Les intermittent-es organisé-es en coopératives bannies de l'indemnisation chômage.

Début septembre, les quelques 4000 intermittent-es du spectacle salarié-es par les coopératives Smart et La Nouvelle aventure se sont vu-es signifier par un courrier de Pôle emploi qu'à compter du 1er octobre, leurs heures travaillées par le biais de leur coopérative ne seraient plus prise en compte.

Une scélérateuse quant on connaît l'enjeu crucial pour chaque travailleur-euse du spectacle, de l'audiovisuel, de la culture relevant des annexes 8 et 10, du décompte des heures ouvrant droit à indemnisation. Une situation aggravée en cette année 2020 par la crise sanitaire. Avec des spectacles et prestations en suspens pour encore plusieurs mois

Cette manœuvre comptable, ce n'est ni plus ni moins qu'une radiation de fait.

Pôle emploi considère Smart et La Nouvelle aventure comme des sociétés de portage salarial, et non pas comme des coopératives payant leur licence d'entrepreneur de spectacle. La mobilisation a amené le ministère du Travail, tutelle de Pôle emploi, à se saisir du dossier. On espère une issue favorable dans les plus brefs délais.

■ Attaque en règle ou pataquès administratif ?

Au 1er octobre, Smart est donc empêchée d'exercer son activité de productrice de spectacles, et d'engager les contrats de travail et les pièces déclaratives correspondantes,



en particulier les attestations employeur mensuelles.

Pour l'instant, vu le silence de Pôle emploi depuis l'envoi des courriers aux sociétaires des deux coopératives, rien ne permet d'expliquer cette manœuvre : choix politique ou simple mesquinerie administrative ?

La deuxième hypothèse, si elle peut se résoudre plus vite, illustrerait le fonctionnement kafkaïen de l'établissement public à caractère administratif (EPA) en charge de l'emploi en France. Ce qui ne surprendra peut-être ni les agent-es de Pôle Emploi, ni les usager-es, habitué-es à n'être que la quantité négligeable de l'administration de la pénurie d'emploi. Directives incohérentes, surdité de l'administration face à des situations qui tiennent parfois de la détresse : souvent une absurde cruauté

pour les usager-es. Quant au personnel de l'EPA, il n'est pas mieux loti : surmenage, sous-effectif, flicage – suspension cet été d'un agent trop favorable aux usager-es. Au point de voir des services civiques aller « affronter » les usager-es en détresse, sans aucune formation et avec une paie misérable (en dessous du seuil de pauvreté). La première option n'est que pure spéculation.

■ Le droit de s'auto employer collectivement

Il y a un enjeu fondamental derrière la simple question de savoir si nous, travailleur-euses de la culture, sociétaires des coopératives Smart et La Nouvelle aventure, pouvons de plein droit nous « auto-employer ». Nos coopératives ne sont pas des so-

ciétés de portage salarial. Ce sont des moyens de production mutualisés. Les sociétaires n'y reçoivent d'ordre de personne. La clientèle ne leur est pas imposée. Quant au fruit de leur travail, il est transformé en salaires, cotisations et investissements dans l'outil de travail. La plus-value du travail des sociétaires, elle est à eux.

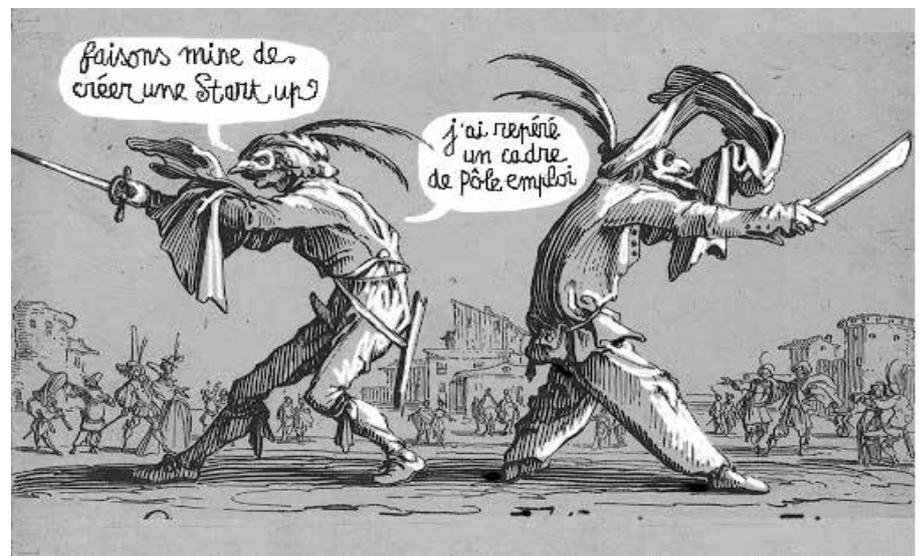
La différence avec les micro (ou auto)-entreprises et les travailleur-euses indépendant-es ? La force du collectif. Un-e sociétaire de Smart ou La Nouvelle aventure, lorsqu'il-elle a passé contrat avec un client, n'a plus à se soucier que de bien faire son travail. Qu'importe si le client est mauvais payeur : le service de recouvrement de la coopérative prendra le relais. Le salaire net, lui, est versé aux sociétaires.

De même, un-e sociétaire de Smart travaille selon les conventions collectives de son métier. Face à une clientèle dont l'intérêt est de faire baisser la facture, il-elle pourra s'adosser à deux réalités pour défendre son intérêt :

1) la convention collective qui implique un salaire minimum par métier ;

2) une non concurrence avec ses collègues, dans un marché dérégulé où certain-es ont la tentation de casser les prix.

Le troisième effet, c'est de permettre de travailler librement. C'est à dire sans patron : un autre possible entre l'hyper-précarité de l'indépendance isolée et le travail aliéné. Ce qui rend aussi moins indispensable l'existence du producteur. Pas en tant que travailleur-euses des mé-



tiers de la production musicale, graphique, audiovisuelle, etc. Mais en tant qu'investisseur de capital s'achetant le droit sur le contenu de la production culturelle et celles et ceux qui la font.

■ La robinsonnade jupitérienne

Pas d'accents lyriques sur les intermittent-es, joyeux saltimbanques ayant vocation à enchanter le monde. Nous sommes avant tout des professionnel-les dont le savoir-faire permet de répondre à une demande de production culturelle. Appelez-ça un marché, si vous voulez.

Outre la scélérateuse du moment choisi, en pleine crise sanitaire, économique, sociale, l'attaque relève d'un non-sens économique, dans ce même contexte, en privant de leur outil de travail des milliers de travailleur-euses, leur interdisant de fait de générer salaires, cotisations, taxes.

En mai dernier, Emmanuel Macron s'adressait aux travailleur-euses de la culture et du spectacle, leur enjoignant de suivre l'exemple de Robinson Crusoé: descendre dans la cale et trouver du jambon et du fromage.

Paternalisme et cliché lourd : il fallait quand-même rappeler à ces zozos de saltimbanques qu'on ne vit pas d'amour et d'eau fraîche. Depuis le XVIIe et La Fontaine, le cliché est éculé.

Cigales que nous sommes, nous serions bien dépourvu-es quand la bise sera venue. Macron voudrait jouer aujourd'hui la fourmi : « *Vous chantiez, j'en suis fort aise. Eh bien dansez maintenant.* » Sauf que merci notre bon seigneur : on ne vous a pas attendu pour se préoccuper des réalités matérielles de ce monde.

Nous produisons, ne vous déplaie. On ne nous fera pas descendre du tigre. ●

Martial, SIPMCS

Une pétition : <https://polecontreemploi.wesign.it/fr>



« **Je me suis dit : là ça y est, je vais mourir !** »

La vie sans filets, sans sécurité, sur les chantier de construction. Témoignage de Sami en apprentissage.

Sami a 22 ans. Il est en apprentissage BTS enveloppe du bâtiment depuis septembre 2019, alternant trois semaines au CFA de Blanquefort (Gironde) et trois semaines dans une entreprise de bâtiment, Solrenov.

■ Pourquoi avoir choisi le bâtiment ?

J'ai eu mon bac à 18 ans, je n'avais pas un super dossier et n'ai pas été accepté en BTS. J'ai donc été à la fac mais j'ai vite arrêté. J'ai commencé à faire des petits boulots, ça m'a vite saoulé d'être mal payé et de faire des tâches pas intéressantes. J'avais envie de reprendre les études. À l'école j'étais doué, et là je me rendais compte que je gâchais un truc. Je voyais des potes plus âgés qui faisaient ce genre de boulot, qui n'avaient pas vraiment le choix. Et moi j'avais le choix d'être là ou pas.

Dans mon dernier boulot, en intérim au chantier naval de Bordeaux, mon chef m'a fait faire des tâches plus intéressantes, m'a donné des responsabilités. Je kiffais ça. J'avais oublié ce que c'était de faire des trucs qui me plaisent. J'ai donc décidé de chercher un contrat d'apprentissage dans le bâtiment, car il y a du boulot. J'aime bien gérer les choses, mais pas forcément donner des ordres... Je me suis dit qu'être chef de chantier

ou conduc' de travaux pouvait me plaire. Il me fallait un boulot donc je me suis lancé, quitte à devoir changer dans dix ans.

■ Comment as-tu vécu tes premiers mois d'apprentissage sur le chantier ?

Dès le début j'ai senti que c'était foireux. Le premier jour d'embauche personne ne savait qui j'étais. Je pensais qu'on me présenterait les salariés, les équipes... On ne m'a pas fourni d'habits de travail ni d'équipement de protection. Finalement un ouvrier se renseigne et je pars travailler avec lui. Heureusement on s'est bien entendus.

■ Sur le chantier ça se passait plutôt bien ?

À la première rencontre avec le patron, au bout de trois minutes d'entretien il m'a dit : « *C'est bon je te prends* ». Moi j'y croyais pas, je galérais depuis des mois à trouver un patron, j'étais content, j'ai sauté sur l'occasion ! On a convenu d'un an de chantier et d'un an de bureau. On intervenait sur de petits chantiers, un jour, voire une semaine mais pas plus, suite à des sinistres. La sécurité ? limitée. Ça ne me plaisait pas, mais comme je voulais mon diplôme, j'étais conscient qu'il fallait

en passer par là.

■ Connais-tu tes droits en matière de sécurité ?

Un peu. Je ne voyais pas forcément l'importance de me protéger, jusqu'à ce que quelque chose de lourd tombe sur mon pied. Heureusement, j'avais mes chaussures de sécurité. C'est comme ça que j'ai découvert la sécurité. Sur les chantiers, je savais que c'était dangereux, beaucoup de décès. On m'a prêté une fois des lunettes de protection lorsque j'ai utilisé le marteau-piqueur, mais pas de casque antibruit. Je me souviens du premier chantier où j'ai eu peur : à l'aide d'une nacelle on posait des panneaux sandwich à dix/quinze mètres de haut. On nous a fait enlever les filets de sécurité avant d'intervenir. À cette hauteur, j'ai commencé à flipper : un faux pas suffit pour passer au travers. D'ailleurs, le conduc' a failli tomber. Je me suis dit « *Là, c'est chaud* », j'ai décidé d'en parler à mes parents et au CFA.

■ Le CFA a réagi comment ?

Les profs m'ont dit de faire attention mais ils n'ont pas fait remonter l'info. Je ne voulais pas trop en parler, de peur de passer pour une « *victime qui se plaint du travail trop dur* »...



Un prof, ancien conduc' chez Bouygues, m'a dit que c'était à moi d'en parler à mes supérieurs.

■ Le droit de retrait, t'en as déjà entendu parler ?

Oui bien-sûr mais c'est dur de l'utiliser, je suis nouveau, je dois me faire bien voir, je ne peux pas rester toute la journée dans le camion à rien faire. Un jour, j'ai demandé à rester en bas pour découper des panneaux de toiture, car on n'avait ni harnais ni filets pour démonter la couverture et le grand vide me faisait vraiment peur.

■ T'en as parlé à ton collègue ?

Oui et mon collègue a fait remarquer les problèmes sur la sécurité dans la boîte, mais ça n'a rien changé. J'avais conscience que c'était compliqué pour lui car il était nouveau tout comme moi et espérait une promotion. On prenait des risques, lui avait des enfants en plus. Le pire, c'est qu'il n'était même pas couvreur de formation. L'entreprise nous a envoyé en formation sécurité au CFA, la seule qu'on a eue, mais cela n'a

jamais été appliqué sur le chantier. J'ai eu l'impression que l'entreprise voulait surtout se protéger en cas d'accident en faisant ça.

■ As-tu déjà vécu des accidents de travail ?

Oui, sur une toiture à Biscarosse, la charpente avait brûlé. On posait des bacs acier pour mettre la maison hors d'eau. On travaillait à dix mètres de haut sans harnais, sans filets ni de gardes-corps. Je faisais moins attention qu'au début, j'avais un peu plus confiance en moi. Le conduc' nous fait comprendre qu'il faut terminer vite, il nous dit d'être vigilants pour ne pas marcher sur les pointes qui ressortent des bois au sol... C'était ça pour lui le plus important pour la sécurité ! J'étais au fâchage (endroit le plus haut sur la toiture), je coupais des cales en bois à la tronçonneuse. C'était la fin du chantier, je marchais sur les bacs acier qui étaient déjà posés. Là, je trébuche et me retrouve sur les fesses. Je glisse comme sur un toboggan, j'arrive au milieu du toit, j'ai pris de la vitesse. Je me rends compte que je n'ai rien pour me rattraper, je me rapproche du vide, tout

va très vite, je sais qu'il y a des petits balcons en dessous mais je n'y pense pas sur le moment. En me rapprochant du vide, je me suis dit : « *Là ça y est je vais mourir, vraiment* ». Mon pied tape la rembarde du balcon et j'atterris à l'intérieur et là je me dis « *Putain je suis sur le balcon* » ! Mon collègue arrive, lui aussi a eu peur, me demande si je veux aller à l'hôpital, il insiste. Je lui dit que ça va, mais je passe le reste de la journée dans le camion, sous le choc, pendant que les autres continuent de travailler.

J'ai appris plus tard qu'il est obligatoire d'appeler une ambulance car il peut y avoir des dégâts qu'on ne voit pas. Le lendemain je suis allé chez le médecin, j'avais des douleurs aux genoux, au dos, et j'étais toujours en état de choc. Déjà que je n'aimais pas cette boîte, je me suis dit : « *Faut que je parte de là* ». Parfois on se dit que ça n'arrive qu'aux autres parce qu'ils ne font pas gaffe, etc. Mais là ça m'est arrivé à moi et j'ai vraiment été chanceux ! Si je reste là c'est possible que je retombe, y'a de vrais risques. J'ai été arrêté deux semaines... pour finalement ne jamais reprendre. ●

SUB Bordeaux

Le capitalisme en crise perpétuelle

La rhétorique de « crise » fait croire à une petite maladie temporaire, curable.

Des économistes aux discussions de bar, la notion de crise économique importante et mondiale, dans le sillage de la crise sanitaire, ferait consensus. Des débats s'organisent autour de la forme de la crise, mais aussi des moyens potentiels pour en contenir l'ampleur. On interroge les prix Nobel d'économie, qui par ailleurs ne saluent, de manière systématique, que le travail des économistes qui défendent l'économie de marché. Dernière en date, Esther Duflo, préconise sans surprise des politiques de relance, considérant que le problème n'est pas le système mais la redistribution.

Quand on entend que la crise économique va frapper, une petite voix nous interroge : mais n'étions-nous pas déjà en crise ? Avant le mois de mars et le grand chamboulement, est-ce qu'on n'entendait pas déjà tous ces apôtres du marché nous expliquer qu'il fallait que les États arrêtent de s'endetter et que la récession dans laquelle nous sommes plongé-es depuis plusieurs années maintenant était difficile à endiguer ?

La crise économique n'est pas l'exception, le système capitaliste est une économie de crise : depuis la naissance du capitalisme, plusieurs crises se sont succédées, qu'elles soient localisées ou mondialisées. La première, c'est la crise des tulipes en 1636 : aussi vieux que ce soit le capitalisme, il a toujours amené son lot de crises. Parmi les plus récentes : le krach pétrolier de 1973, suivi par les différents chocs monétaires dans les années 1980 ;



Affiche de propagande soviétique, 1921

la crise du système européen des années 1990 ; la bulle financière autour d'internet au début des années 2000 ; le krach mondial de 2008 dont on n'avait pas l'impression d'être sorti-es jusqu'à y a dix minutes. Rappel : on ne « pouvait plus s'endetter », il fallait des politiques de rigueur pour « sortir de la crise ».

■ La crise dernier cri

Oui, les crises ont des formes différentes et la petite nouvelle « crise covid » en 2020 n'a pas les mêmes origines ni les mêmes symptômes que 2008, mais est-ce vraiment une crise ou un nouveau chapitre du capitalisme ?

La période « enchantée » des 30 Glorieuses, on l'a tout-es étudiée à l'école. Enchantée ? Pas pour tout-es, ni pour la planète. Dans ce moment hors du temps, la hausse

des salaires booste la société de consommation : trois voitures par famille, un frigo, deux télé, les bonnes habitudes sont prises... Cependant, le rapport salarial est alors en faveur des salarié-es. Naissance de l'État providence en France, politiques économiques planifiées et encadrées : la période fut faste mais pas pour tout-es. Les 30 Glorieuses succédant à la Seconde Guerre mondiale ont plus relancé l'économie qu'une guerre et des pays entiers à reconstruire. Dans l'histoire de plusieurs siècles du capitalisme, cette accalmie d'un peu plus de 30 ans est une forme spécifique provisoire du capitalisme, bien loin de la norme de fonctionnement du système.

■ Crise et chuchotements

Outre les méfaits causés à l'environnement pendant ces 30 Glorieuses, le capitalisme reste alors une économie de crise, qui exploite les êtres humains et les animaux ; où les hommes exploitent le travail des femmes ; où la division internationale du travail se fonde sur des représentations racistes ; et où on exploite les ressources naturelles sans vergogne... Il n'y a pas de crise dans le capitalisme : le capitalisme est un système en crise perpétuelle.

Cette rhétorique de la crise insinue que le système est efficace, mais que de temps en temps un caillou bloque ses merveilleux rouages. Ni caillou, ni rouages : ce système d'exploitation produit lui-même toutes les crises, sociale, écologique. Ce n'est ni un « moment », ni une « erreur » de parcours, c'est le système capitaliste le cancer du monde. ●

Clem, CNT STE 38

Pour décrocher, c'est quelle appli ?

Le numérique : l'outil clé en main pour le technofascisme ?

L'autre jour, en visite sur le web, je tape la requête suivante : « les chiffres du numérique » et je tombe sans chercher sur un article relatant une étude sur les pratiques numériques des Français-es en 2019. Dès l'introduction, le pire est annoncé : « 89% de la population française connectée à Internet en France, 39 millions d'internautes qui utilisent les réseaux sociaux, 47 millions de mobinautes... Découvrez les chiffres clés à retenir de l'étude publiée par Hootsuite et We Are Social sur l'usage du web et des réseaux sociaux en France en 2020. » Quelle victoire pour le capitalisme consumériste individualisé ! Diantre, mais comment en est-on arrivé là en si peu de temps ? Je ne me fatigue pas à tenter de répondre à la question et je poursuis la lecture. « Avec 39 millions de Français utilisant activement les réseaux sociaux, le taux de pénétration est de 60%, en hausse de +5,6% depuis avril 2019 (+2,1 millions d'utilisateurs) ». Ouch ! ça fait mal au cul tout ça. L'article énumère alors les pourcentages de possession...

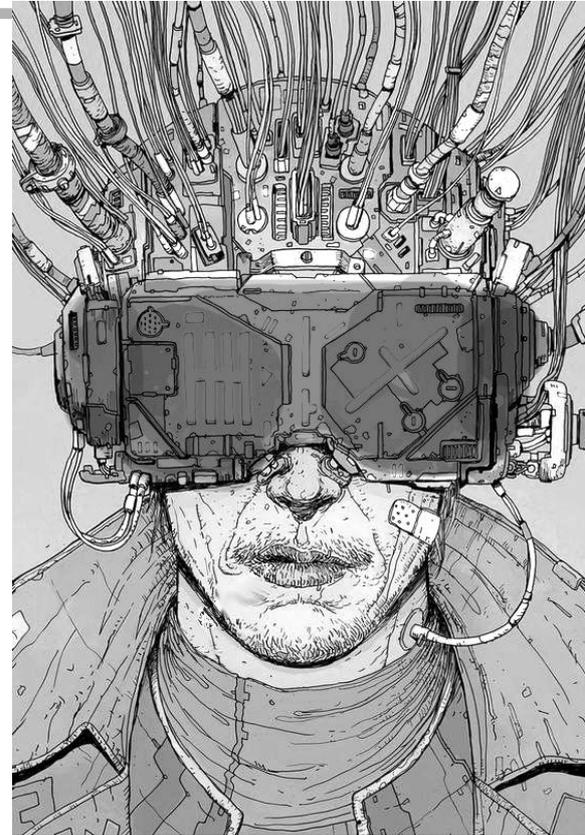
- Le mobile (tous) : 94%
- Le smartphone : 91%
- L'ordi (portable ou de bureau) : 83%
- La tablette : 49%

- Les consoles de jeux vidéo : 43%
- Les montres et bracelets connectés : 12%
- Les appareils pour diffuser du contenu en ligne à la télévision : 10%
- Les appareils pour la maison connectée : 8,9%
- Les casques de réalité virtuelle : 3,7%

Et un peu plus loin, donne le palmarès des téléchargements d'applications mobiles :

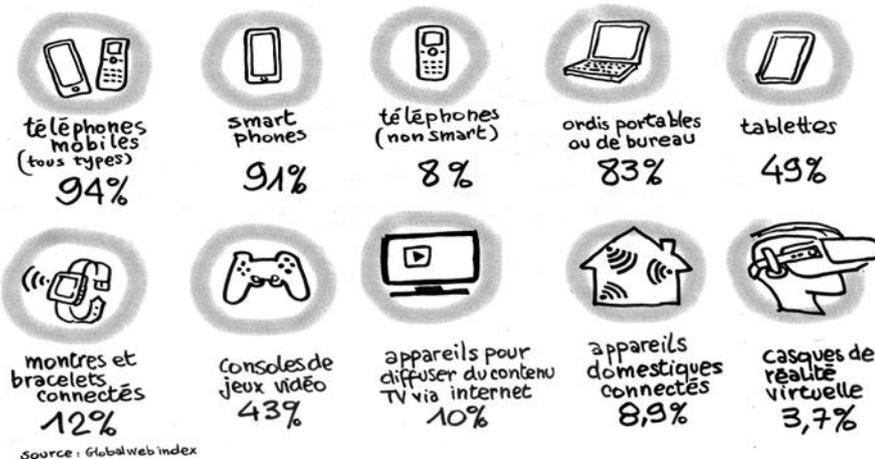
1. WhatsApp
2. Messenger
3. Netflix
4. Snapchat
5. Instagram
6. Vinted
7. Waze
8. Facebook
9. Spotify
10. TikTok

Sans surprise. Mais quand on sait que les données, loin de libérer les peuples, servent les intérêts du commerce mondial et de l'ingénierie de l'intelligence artificielle, du grand capital et du grand patronat, ça craint. Quant au traçage des populations et bien... ne vous inquiétez pas madame la marquise,



« vos données sont protégées »... La bonne blague... Et en plus on s'équipe tout-es seul-es, sans y être obligé-es ! Pauvres de nous... Un jour, toute cette technologie addictive qui nous est vendue si pratique et si smart ne le sera plus du tout. C'est elle qui nous contrôlera et c'est déjà un peu le cas. Nos sonnettes numériques sont un attirail parfait pour déployer ce qui n'est aujourd'hui qu'un spectre : le technofascisme. D'autant que les technologies numériques appliquées aux moyens de défense et de répressions sont effrayantes et surtout redoutables. Camarades, et si le seul geste révolutionnaire qu'il nous restait, c'était celui de jeter les smartphones et les tablettes, de renoncer aux gadgets numériques et sur PC, boycotter l'internet marchand, ludique et futile ? ●

Une cénétiste déjà trop connectée



Mexique

Cherán, une ville autogérée, féministe, écolo

Au Mexique, une expérience de petite ville hors de la tutelle quotidienne de l'État.

D'inspiration féministe, une insurrection armée a instauré l'autonomie, l'autogestion et la démocratie directe à Cherán, Mexique. Située dans l'Etat de Michoacán, à 360 km à l'ouest de Mexico, Cherán compte plus de 20 000 âmes. On y parle le Purépecha, une langue dite « isolat » sans similitude avec les autres langues de la région - comme le basque chez nous. En 2011, un soulèvement populaire d'inspiration féministe contre la violence endémique, les politiciens corrompus, le système judiciaire mou, les séquestrations et meurtres, et l'exploitation forestière illégale, a vu le peuple armé et réussir à virer la police, les autorités municipales et le cartel lié aux meurtres et à l'abattage illégal de leur forêt. À la place, un gouvernement communal autonome a été instauré.

La ville a quasiment fait sécession de l'État mexicain : les élections officielles y sont bannies! À chaque entrée de ville, des barrages armés contrôlent les véhicules venant de l'extérieur et obligeant à retirer des pare-chocs tout autocollant de propagande pour un parti politique.

Un membre de la communauté relate le jour en 2011 où à l'aube, les femmes se sont soulevées. Une vieille dame armée d'une massette a défoncé le capot d'un camion des forestiers voleurs, bloqué par une manifestation « sauvage » libératrice. Jusque là, les autorités criminelles de la ville avaient livré la forêt communale aux exploitants qui en ont volé le bois, rackettant la population, faisant disparaître tout individu qui levait la voix contre l'oppression.

Cherán est composée de quatre



À Cherán, la population a pris en main son destin depuis 2011

barrios. Un *barrio* s'est soulevé, puis par solidarité, les trois autres ont suivi. Tout le monde en avait marre de la mafia municipale et ses assassins.

2011 ; une année épuisante. Il a fallu détruire, et reconstruire de fond en comble. A l'instar de la révolution zapatiste, la communauté a imposé à l'État mexicain une exception indigène axée sur « *l'ayuntamiento* », le mode de gouvernement local traditionnel fondé sur la nécessité absolue de subvenir aux besoins de la communauté.

Pendant la période insurrectionnelle et avant la phase légaliste qui a réussi à faire accepter par l'État l'exception autonome, l'âme de chaque *barrio* et chaque pavé de maison fut allumé le soir par des feux de joie qui ont permis aux habitant-es de se réunir de manière chaleureuse pour décider ensemble comment s'émanciper. Le dialogue a dissipé les peurs, la parole donnée systématiquement

aux ancien-nes dont la sagesse et l'expérience ont été précieuses. Là où les décisions importantes étaient confisquées par les partis politiques criminels, les habitant-es ont créé un espace de parole, de solidarité, de liberté et de vraie démocratie. Là où la police faisait respecter par la force des politiques oppressives, ils et elles ont su s'armer pour les virer, se défendre et protéger leur nouveau mode d'autogestion.

■ Une multitude de conseils

Cette autogestion traditionnelle place les ancien-nes au centre, dans un Conseil de sages composé de 12 élu-es, trois de chaque *barrio*, bien que la responsabilité du fonctionnement repose sur une multitude d'épaules soucieuses d'autogérer les réalités d'une jeune communauté.

Les décisions sont prises en assemblée par consensus. Le conseil obéit



Cherán : une autogestion communale au Mexique.

donc aux décisions des habitant-es. Pour l'exécutif, huit conseils d'opérations s'occupent de gérer les besoins de la communauté: éclairage public, gestion des déchets, nettoyage, entretien des jardins publics et parcs, etc. Un conseil de coordination des quartiers gère les relations entre les assemblées des resident-es et la structure de gouvernement communal. C'est ce conseil qui convoque les assemblées et se charge des liens directs avec les « autorités ».

■ Des entreprises communautaires

Il y a également un conseil des programmes sociaux qui s'assure que les ressources en provenance de l'État arrivent là où on en a vraiment besoin. Le conseil d'honneur et justice ne se charge pas simplement de la sécurité de la communauté et donc de la patrouille communautaire qui surveille les entrées de la ville 24/7, mais aussi de la gestion et de l'entretien des routes. Pour l'éducation, Cherán

s'est dotée d'un conseil d'éducation et de culture (qui porte aussi le nom de conseil des affaires civiques). Les forêts et ressources naturelles sont gérées par un conseil des propriétés communales qui se charge aussi des entreprises communautaires : pépinière, société de matériaux de bâtiment, scierie. Le conseil des femmes gère les institutions telles que le centre pour le développement des femmes et la maison des femmes indigènes.

Les jeunes se rassemblent dans un conseil de la jeunesse et se font entendre par le gouvernement communal. À partir de 2011, cette jeunesse a géré la lourde responsabilité de communication avec le monde extérieur grâce à sa familiarité avec les réseaux sociaux. Il a fallu des arguments convaincants et beaucoup d'insistance, une sorte de rébellion à l'intérieur de la rébellion, pour faire accepter en 2015 par les ancien-nes la création du conseil de la jeunesse... La même année que la création du conseil des femmes.

Tous ces conseils agissent sous la supervision du conseil des ancien-nes ou bien, travaillent main dans main avec. Le conseil des ancien-nes coordonne le travail de tous les autres conseils. Les ancien-nes vont aux assemblées des quartiers pour représenter les huit conseils afin à ce que les travaux soient menés à bien.

Les « cargos » ou mandats de chaque conseil changent tous les trois ans, lors des élections. Les mots « salaires » ou « rémunérations » n'existent pas à Cherán. On parle plutôt de « compensation » un terme qui a une valeur plutôt symbolique envers celles et ceux qui participent au bon fonctionnement des conseils de la communauté. Et pour les « *nombramientos* » autour des feux de joie, ce sont donc les assemblées des quartiers qui choisissent qui va se présenter aux conseils.

■ Quatre assemblées simultanées

Les quatre assemblées ont lieu en même temps et on encourage tout le monde à y assister. La nuit des nominations aux conseils, chaque personne proposée doit se mettre debout sur une chaise pour que tout le monde la voie. Les gens qui soutiennent telle ou telle personne se mettent en ligne derrière elle. Ensuite, on compte le nombre de personnes dans chaque ligne pour savoir qui a le plus de « voix ». Ces élections sont gérées par le conseil du voisinage. Chacun des quatre conseils est doté d'un tableau noir pour comptabiliser les voix. Lors des élections, l'État fédéral est présent quand même, à travers l'Institut électoral de Michoacán, mais n'intervient pas directement : simple observateur, il veille à ce que les élections se déroulent comme convenu dans les accords entre les deux partis, État fédéral et communauté. Selon la tradition, les assemblées se dirigent en marche vers le centre où la communauté entière ratifie les nouveaux membres des conseils. ●

GT Amériques

Source: <https://itsgoingdown.org/rebellion-autonomy-communal-government->



Kurdistan



Jinwar, le village autogéré des femmes de toutes ethnies.

La révolution des coopératrices kurdes

Aperçu sur les coopératives de femmes au Rojava.

En mars 2019, Daech a été battu à Baghouz. Depuis, le peuple kurde fait face aux attaques du régime fasciste de l'État turc incarné par Erdogan qui essaye d'éradiquer la révolution en envahissant plusieurs régions kurdes de Syrie. Erdogan mène une guerre et un génocide contre un peuple qui lutte et se bat depuis toujours pour le droit d'exister, d'être libre et de pouvoir s'auto-organiser.

Initié par Abdullah Öcalan, le confédéralisme démocratique^[1] rejette l'État-nation. C'est une alternative concrète au système capitaliste, adoptée par le mouvement kurde qui se veut multi-ethnique, internationaliste, contre le patriarcat et pour l'écologie. La vie sociale s'organise dans des villages autogérés, le travail au sein de coopératives innombrables. Cet article se focalise seulement sur une poignée d'exemples, notamment

des coopératives des femmes.

■ Coopération, indépendance économique

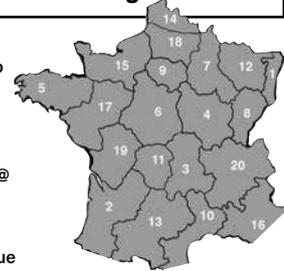
À la situation générale difficile dans le nord de la Syrie, s'ajoute un contexte de crise économique provoquée par l'embargo. Dans les régions autonomes, les projets de coopération assurent la subsistance et bloquent la spéculation des prix. Les coopératives des femmes maintiennent des prix équitables pour répondre aux besoins de la société.

Dans la région de Cizire, le Comité économique de « Kongreya Star » a mis en place une série de projets agricoles féminins. Quelque 275 femmes travaillent en permanence dans ces projets à Derik, Qamishlo, Tirbespiyê, Amude, Heskê et Shaddadi.

À Amude, le marché des femmes

Vous trouverez sur le site Internet www.cnt-f.org, toutes les coordonnées pour contacter un syndicat par branche ou par section géographique. Voici les adresses par région.

Bureau confédéral
6, rue d'Arnal 30900 Nîmes
06 52 17 93 54
mél : cnt@cnt-f.org



1 Alsace

Union régionale CNT c/o
Lucha y Fiesta
BP 30017 67027
STRASBOURG CEDEX 1
09 52 91 12 14 alsace@
cnt-f.org

2 Aquitaine

Syndicats Gironde 36, rue
Sanche-de-Pomiers, 33000
Bordeaux
06 95 52 69 71
ul33@cnt-f.org
Syndicats régionaux PTT
Aquitaine, BP 80099, 33704
Mérignac

Culture Aquitaine 36,
rue Sanche-de-pomiers,
33000 Bordeaux

3 Auvergne

Union locale CNT
Salle Poly, place Poly,
63100 Clermont-Ferrand

4 Bourgogne

Franche Comté
Syndicat intercorporatif de
Saône-et-Loire
et de la Nièvre
19 rue du pavé
71290 Cuisery,
CNT 21

6b rue Musette
21000 Dijon

http://www.cnt-f.org/_cnt-interco-21_.html

06 01 22 17 94

5 Bretagne et Pays de la Loire

Union régionale CNT
BP 30423, 35004 Rennes
CEDEX
06 34 98 30 72

bretagne@cnt-f.org

6 Centre

CNT Centre
13 rue Pierre Fournier
41600 Lamotte-Beuvron
cnt-centre@cnt-f.org

7 Champagne- Ardennes

Syndicats CNT Marne
BP 90009,
51201 Épernay CEDEX

8 Franche-Comté

Syndicats
CNT Doubs
c/o CESL, BP 121, 25014
Besançon CEDEX cnt-doubs@cnt-f.org

CNT Jura

Sur la Roche
39370 Les Bouchoux

9 Île-de-France

Union régionale CNT
33, rue des Vignoles, 75020
Paris 01 43 72 95 34
br.rp@cnt-f.org

10 Languedoc Roussillon

Union régionale CNT
6 rue d'Arnal 30000
Nîmes
ur.lr@cnt-f.org

11 Limousin

Union locale Limou-sin
6, rue de Gorre,
87000 Limoges,
cnt87@cnt-f.org

12 Lorraine

Union régionale CNT
ur.lorraine@cnt-f.org
UD CNT Moselle
5, place des Charrons,
57000 Metz

13 Midi-Pyrénées

Union régionale CNT
18, av. de la Gloire,
31 500 Toulouse
Tél 09 52 58 35 90

14 Nord-pas-de-Calais

Union régionale CNT 32,
rue d'Arras, 59000 Lille
03 20 56 96 10
ur59-62@cnt-f.org

15 Manche

Syndicat CNT Manche
cntmanche@cnt-f.org
facebook.com/cnmanche

16 PACA

CNT-STICS 13 c/o 1000
bâbords 61, rue Consolat
13001 Marseille

17 Pays la Loire

voir Bretagne

18 Picardie

Voir avec Nord-pas-de-Calais

19 Poitou-Charentes

Union régionale CNT
20, rue Blaise-Pascal,
86000 Poitiers
05 49 88 34 08

20 Rhône-Alpes

Union régionale CNT
44, rue Burdeau
69001 Lyon



veille à vendre les légumes à prix raisonnables. Des projets de potagers sont en cours de développement à Dirbêsiyê et Tirbespiyê.

Des formations à la production textile ont été organisés à Heseekê et Rimelan, les vêtements produits vendus à Qamishlo et à Dirbêsiyê. Un cours de menuiserie a permis de produire des meubles, que les femmes vendent à Qamishlo et Girkê Lege.

■ **« Nous ne voulons pas faire de profit »**

Armanç Mihemed, du Comité pour l'économie des femmes dans le nord et l'est de la Syrie, déclare: *« Nos coopératives travaillent avec le plus grand succès. Notre objectif est d'étendre la vie communautaire à l'ensemble de la société et de renforcer l'économie de la région. Nous ne voulons pas faire de profit, au contraire, nous voulons détruire cette mentalité de profit. Nous voulons aider à stabiliser l'économie, qui a été affaiblie par les sanctions. »*

■ **Jinwar, le village des femmes**

À l'ouest de Dirbêsiyê, dans le canton de Heseekê au nord-est de la Syrie, le village de Jinwar a été inauguré le 25 novembre 2018, journée internationale pour

l'élimination des violences faites aux femmes. Jinwar abrite uniquement des femmes, veuves de guerre ou victimes de violences masculines, pauvres, seules ou avec enfants. Il est habité par des femmes d'origines différentes, yézidiennes, chrétiennes, musulmanes, kurdes, syriaques, arabes. Et des femmes du monde entier qui participent à la vie de Jinwar, composé de 30 maisons de différentes tailles, avec une école, une académie, un centre de santé,

une cuisine communautaire, une boulangerie, une aire de jeux pour les enfants, une petite boutique, une étable, deux piscines, un dépôt, un jardin avec 1400 arbres et une place de village.

Notre solidarité avec le peuple kurde qui s'auto-organise et lutte contre le fascisme pourrait s'affirmer et s'étendre au confédéralisme démocratique en s'internationalisant concrètement ici, en France.



Le travail en commun des femmes kurdes à Jinwar.



La révolution, un processus lent, quotidien

Communiqué de Kongreya Star, confédération d'organisations féministes du Rojava, en Syrie

« Parfois, nous pensons que les révolutions sont des explosions, un moment où tout change. Mais la révolution, même si elle comporte des moments d'implosion, est un processus qui se construit lentement, qui se produit tous les jours dans nos vies, dans nos foyers, dans la façon dont nous nous rapportons à notre environnement naturel et humain.

La révolution du Rojava, la révolution des femmes, nous montre ce processus dynamique et sans fin. Jinwar, le village des femmes, est un grand exemple de la façon de marcher sur le chemin révolutionnaire, sans renoncement mais sans précipitation, parce que nous allons ensemble et nous allons loin.

Jinwar est un projet pour l'auto-organisation des femmes, pour leur autonomie, non seulement par rapport au patriarcat mais aussi par rapport au système capitaliste. Les femmes s'organisent pour les champs, leur santé, les fournitures, les enfants... Pour toutes les sphères de leur vie et de leur communauté.

Jinwar est un engagement en faveur d'une société écologique. Il y a quelques mois, l'installation de panneaux solaires a pu être réalisée. Différents arbres et plantes sont également cultivés, rompant ainsi la monoculture du blé qui caractérise le Rojava.

Jinwar signifie également autonomie en matière de santé. En mars dernier [2020], la clinique de santé est devenue une réalité, une nouvelle étape révolutionnaire. La connexion avec la société par le biais des femmes qui visitent la clinique, la récupération des connaissances des femmes sur les plantes médicinales, l'enseignement aux jeunes

Jinwar est une révolution qui se produit tous les jours. Chaque heure, on cuit du pain, on ramasse des plantes, on partage les soins aux enfants, on s'éduque mutuellement, on partage le travail et la terre, ou on assume la responsabilité de la légitime défense.

Comme l'explique Öcalan, la rose a sa beauté et ses épines pour se défendre, et Jinwar et sa beauté révolutionnaire enlèveront ses épines si les djihadistes et l'État fasciste turc la menacent.

Les femmes enlevées à Afrin et les femmes détenues à Bakur [Kurdistan du Nord sous occupation de la Turquie] sont un signe de l'objectif d'Erdogan et des autres puissances impérialistes. Ils veulent arrêter la révolution des femmes. Mais ils ne savent pas que nous sommes des graines et que la révolution croît à chaque instant.

Jin, jîyan, azadî [Femme, Vie, Liberté] ! »



À l'heure où la crise économique, les licenciements, la destruction de notre système de santé, des retraites... que reste-t-il de nos conquêtes sociales ?

Si défendre le peu de droits qui nous restent est une évidence, nous devrions peut-être refuser la passivité et contre-attaquer activement.

Si nous, comme nos camarades kurdes, n'attendons rien de l'État-nation ni du système capitaliste, alors commençons notre auto-organisation, contre le patronat qui nous écrase, créons nos coopératives autonomes et peut-être pourrions-nous aussi mener notre révolution...●

Pat, STICS 13

[1] À lire « Le confédéralisme démocratique » par Abdullah Öcalan. Ed. Libertalia, 256p, 10 euros.

Grèce



Thessalonique: la police attaque les antifas

La police et la justice grecques criminalisent le nettoyage de tags nazis.

Le 16 septembre 2020, la police de Thessalonique (Grèce) est intervenue violemment sur des activistes lors d'un nettoyage des murs du centre-ville couverts d'inscriptions fascistes posées quelques jours auparavant par des groupes néonazis locaux proches d'Aube dorée. Les militant.es ont fait l'objet d'interpellations musclées et de maintiens en garde à vue, dans des conditions indignes.

« *Les nazis n'ont pas de place dans la ville* ». Pour les antifas de Thessalonique, le message est clair... Pour la police, beaucoup moins... C'est pourquoi, le 16 septembre dernier, les forces de police sont intervenues aussi brutalement sur les militant.es antifascistes de la ville grecque. Ces derniers menaient une action de nettoyage et de recouvrement d'inscriptions fascistes apparues depuis peu autour du monument de la Tour blanche, dans le quartier central de Nea Paralia. Graffitis et croix gammées étaient l'œuvre de membres de « Grecs pour la patrie », nouveau parti fondé par Ilias Kassidiaris (ex-membre et porte-parole d'Aube Dorée) et d'autres groupes néonazis

locaux. Ceci, à quelques jours de la manif annuelle en mémoire à Pavlos Fyssas, assassiné en 2013 à Athènes par Aube Dorée, jugée pour ce crime très récemment.

L'attaque de la police a eu lieu de nuit, vers 22h, quand les antifas retiraient ou recouvraient les inscriptions nazies : 51 personnes interpellées et gardées à vue. De deux à quatre jours dans les locaux de la Préfecture de police, privé.es d'eau, de nourriture et d'accès aux toilettes avant d'être présenté.es devant le procureur et l'enquêteur social où une série d'accusations mensongères ont été formulées. Les antifas ont ainsi été accusé.es de désobéissance pour avoir refusé de donner leurs empreintes digitales et leurs photos ; d'atteinte à l'ordre public ; de violences contre les forces de l'ordre alors que la police est à l'origine de l'attaque ; de détention illégale d'armes (drapeaux, casques de moto) et d'usure partielle du monument artistique.

■ La municipalité oublie d'effacer les slogans nazis

Bien qu'aucun slogan antifasciste

n'ai été écrit sur le monument, à la dernière minute du procès, le procureur a formulé une charge supplémentaire pour « *destruction de monument historique et protection des antiquités* » pour les inscriptions autour de la Tour blanche. Cette dernière accusation a ainsi obligé les militant.es à passer deux jours de plus en garde à vue et à se voir assujettis à des limites restrictives ainsi qu'à un pointage mensuel au commissariat. Véritable provocation de l'État contre les antifascistes qui n'attendent rien d'une « *démocratie* » qui condamne ceux qui effacent les croix gammées et qui laissent sans punition leurs auteurs. En Grèce, la lutte contre le fascisme est une lutte quotidienne qui se pratique partout. Elle est la responsabilité de tou-t.es pour pouvoir assurer l'émancipation de notre classe contre les méfaits du capital. ●

Texte rédigé par Eleni C. membre de l'Initiative libertaire de Thessalonique et de la FA grecque, remis en forme par Sandrine Y.

Texte intégral sur le site du Secrétariat international : www.cnt-f.org/international/

Radicaliser son action : l'urgence pour le mouvement climat



Comment saboter un pipeline,
Andreas Malm,
210 p, La Fabrique, 14 euros.

Après 30 ans d'inactivité politique face au changement climatique, l'investissement massif du capital dans les infrastructures de combustibles fossiles ne tarit pas, rendant illusoire l'objectif d'un réchauffement climatique maintenu à 1,5°C ou 2°C. Quand l'urgence climatique se fait plus pressante, le mouvement pour le climat n'a pas réussi à inverser la tangente, ni à imposer son agenda écologique. Maître de conférences en géographie humaine en Suède, militant pour le climat, Andreas Malm propose dans son essai une analyse de cet échec, questionnant le répertoire d'actions pacifiques et l'« *attachement à une non violence absolue* » du mouvement climat.

La doctrine du pacifisme stratégique a monopolisé son imaginaire. Revendiqué principalement par Extinction Rébellion



(XR), cette ligne de conduite militante établit que « *la violence commise par les mouvements sociaux les éloigne systématiquement de leur objectif* ». Cette vision idéalisée du pacifisme est influencée par une conception de l'histoire erronée qui veut que les grands combats sociaux et politiques du XXe siècle aient été remportés grâce aux pacifistes. Les théoriciens du mouvement pour le climat effacent de leurs analyses toutes les formes de mobilisations violentes qui ont participé à rendre victorieux les processus de libérations historiques (esclavage, suffragettes, décolonisation, Apartheid, lutte pour les droits civiques aux USA, etc.).

theid, lutte pour les droits civiques aux USA, etc.).

Andreas Malm rappelle que grâce à l'existence d'un flanc radical, les mouvements de libération ont pu obtenir gains de cause. Sans Malcom-X, pas de Martin Luther King (et vice-versa). Et si le mouvement des droits civiques a pu arracher le Civil Rights Act en 1964 mettant fin à la-

ségrégation raciale, c'est bien parce qu'aux yeux de l'État, ces militant-es pacifiques apparaissaient comme un moindre mal comparé à la menace représentée par les Black Panthers.

Dans d'autres moments historiques, la constitution d'un flanc radical a permis de nombreuses avancées sociales ou politiques, comme ce fut le cas pour le mouvement ouvrier européen, ou la lutte victorieuse contre l'Apartheid en Afrique du Sud.

■ Le pire n'est pas certain

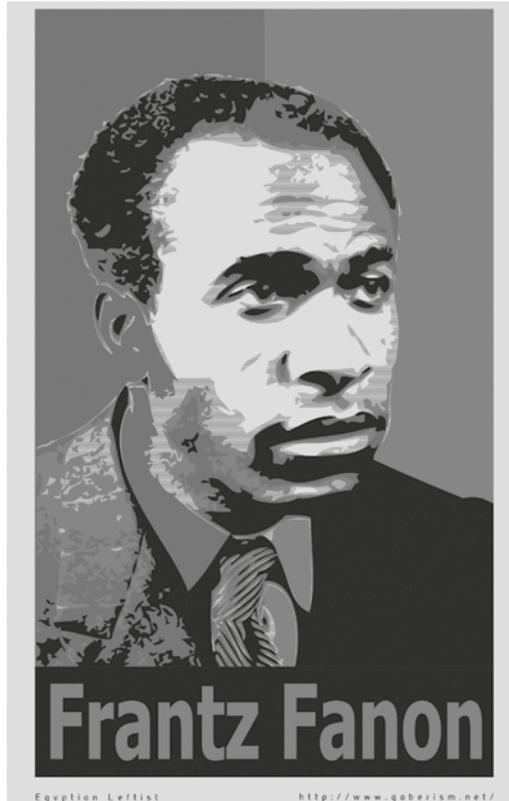
En comparaison, Andreas Malm souligne que le réchauffement climatique est un défi inédit pour l'humanité, et il lui

reste peu de temps pour agir, car si « le pire n'est pas encore arrivé, il arrive, à plein vitesse ». Au-delà de tout discours catastrophiste démobilisateur, il rappelle qu'il est techniquement possible de limiter le réchauffement à 1,5°C, en instituant « une prohibition mondiale de tout nouveau dispositif émetteur de CO₂ », et en réduisant les durées de vie des infrastructures existantes des combustibles fossiles. Tout le système de production doit disparaître. Aucun compromis n'est possible. L'État ne s'attaquera jamais à la propriété capitaliste, et ce n'est pas le mouvement climat dans sa configuration actuelle qui le poussera à agir. Seule solution : dépasser le pacifisme en intégrant dans son panel d'actions le sabotage des infrastructures climaticides.

Cette stratégie a deux objectifs : dissuader les investissements dans les combustibles fossiles et montrer qu'ils peuvent être mis hors service. Certes, les militant-es ne pourront pas mettre à terre, seul-es, tout le système énergétique mondial, mais peuvent pousser les États à proclamer la prohibition et la réforme du matériel existant. En sorte, il s'agit d'appliquer la théorie du flanc radical au mouvement climat, chose qui n'a jamais été réalisée aujourd'hui.

■ Résistance et sabotage

Surtout que le sabotage contre des infrastructures d'énergie fossile jouit d'une véritable tradition historique : la résistance palestinienne a été pionnière dans les années 1930, dégradant les pipelines britanniques et infligeant de lourdes pertes économiques. Le Congrès national africain (ANC) en Afrique du Sud contre l'Apartheid, la résistance irakienne contre l'occupant américain dans les années 2000, les révolutionnaires égyptiens pendant le Printemps arabe... Plus spectaculaire, en



septembre 2019, l'attaque de drones explosifs contre les installations pétrolières saoudiennes par les rebelles Houthis du Yémen, a mis à l'arrêt la moitié de la production du pays, soit 7% de l'approvisionnement mondial.

Si les motifs politiques d'actions de sabotage sont divers, jamais aucune action n'a été réalisée au nom du climat. Plusieurs facteurs à ça, pour Andreas Malm. Les pays du Sud ont une tradition de sabotage plus riche, du fait de la présence massive d'infrastructures pétrolières sur leurs territoires. L'auteur note aussi un effondrement de l'idée révolutionnaire dans les pays du Nord, et une politisation insuffisante de la crise climatique dans nos pays.

En Occident, quelques épisodes isolés de destruction de biens tactiques ont empêché le fonctionnement ou la construction d'infrastructures émettrices de CO₂ (N-D-des-Landes, la lutte contre la destruction de la forêt d'Hambach en Allemagne, contre le pipeline Standing Rock aux USA) mais de manière générale, cette stratégie

reste largement inexplorée, alors même que les machines de l'économie fossile sont le problème principal du réchauffement climatique.

■ Militantisme en zone de confort

Andres Malm ne nie ni les niveaux d'engagements élevés et peu généralisables que la résistance violente exige, ni la tendance à la criminalisation et la répression des mobilisations sociales, politiques, écologiques. Mais, ça reste insuffisant pour expliquer la quasi apathie générale sur la mobilisation pour le climat : « À côté de ce qu'ont enduré les gens qui ont lutté au cours de l'histoire, le niveau de confort du militantisme pour le climat dans les pays du Nord peut être jugé passablement élevé, ce qui témoigne assez mal de l'importance du problème » note l'auteur, soulignant le fossé entre les mouvements écologistes et le répertoire d'actions des mouvements sociaux, usant parfois de la violence, de l'autodéfense comme les Gilets Jaunes.

« La question n'est pas de savoir si nous pouvons limiter le réchauffement, mais si nous choisissons de le faire » écrit-il en balayant tout fatalisme effondriste. Le mouvement climatique doit donc délaissé le pacifisme pour l'action directe combative contre les infrastructures du système énergétique. Après le moment gandhien, il faut entrer dans le « moment fanonien », en référence à Frantz Fanon, intellectuel engagé dans les luttes de la résistance algérienne pendant la décolonisation, qui dans les *Damnés de la terre*, légitime l'usage de la violence collective lorsqu'il est nécessaire de transformer la réalité et la société. ●

Guillaume
STT59-62

Toujours pas crevé ?



Que crève le capitalisme.

Ce sera lui ou nous,

Hervé Kempf,

Seuil, 128 p. 14,5 euros.

Avec un titre pareil on peut penser que tout est dit. On sent le capitalisme arc-bouté dans la tourmente, mais on a déjà espéré qu'il se rétame irrémédiablement après 2008, quand l'effondrement des subprimes a propagé la crise financière. Et puis non, pas de remise en cause, juste une accélération, un fossé grandissant entre les tenants de l'oligarchie et le populo, une accélération de la destruction. Vigoureux, irréformable, le bougre s'est relevé, bien aidé par les États, sans que les contribuables aient leur mot à dire. Avec le « *sale petit secret* » du capitalisme, se maintenir en poursuivant allégrement la destruction de la planète, en externalisant ses « *coûts* » écologiques, en délocalisant dans les contrées à salaire ras des pâquerettes. Déboule le covid mondialisé. La grand peur gèle l'économie mais la vieille recette de la croissance ressort, sans s'embarasser des contraintes environnementales, comme l'a exigé le patronat. Étouffé par sa destruction effrénée de la planète dont il tire grand profit -sa raison d'être-, le capitalisme poursuit son aveu-

glement : productivisme, biens communs privatisés, eau, air (marché du carbone), terres, fonds marins...

Le tout au service d'une consommation massive, avec toujours plus de matières premières à extraire (le numérique, la 5G, les objets connectés restant parmi les marchés porteurs majeurs). On connaît la chanson. L'auteur relève une vulnérabilité de ce foutu capitalisme ; l'écologie qui peut bloquer l'accumulation du capital. Encore faut-il que les États et les entreprises ne fassent pas semblant. L'endettement, dopé ces temps-ci aux milliards d'argent magique, est un risque, supposant une croissance continue, effrénée, au risque de s'écrouler comme les pyramides d'argent et les systèmes de Ponzi. Autre aléa de la fuite en avant : la paupérisation des classes moyennes qui constituent la base sociale large du capitalisme et le moteur de la consommation. Sortir du capitalisme, et « *sortir le capitalisme de nos*



têtes » prône Kempf, soulignant que la perspective révolutionnaire sans écologie mènerait toujours à notre perte, et qu'il faut penser sobriété, low tech, « *consommer moins, répartir mieux. Moins de biens, plus de liens. Luttons et aimons* » (les derniers mots du bouquin). Il invoque des alliances contre le capital. Ses regards se tournant vers les patrons des PME qui n'auraient pas les mêmes intérêts que l'oligarchie, et vers les partis jouant le jeu politicien des élections : pas sûr qu'on le suive en courant. « *Quant à la méthode anarchiste, elle peine à convaincre que des communautés autonomes pourraient être assez nombreuses pour gêner l'État et le capital, ou que l'État ne leur mènerait pas une guerre permanente dès qu'elles sembleraient atteindre une taille autre que marginale* ». Sauf que la guerre permanente, on l'a déjà. ●

Nico, Interco Nantes

Non-létal, on détale



Gazer, mutiler, soumettre, politique de l'arme non létale,
Paul Rocher,
éd La Fabrique, 190 p., 13 euros.

Pour les militant-es habitués-es aux manifs et aux confrontations avec la brutalité flicarde, la lecture de cet ouvrage ne changera pas forcément leur manière de voir et ne donne pas non plus de piste pour mieux résister. Mais pour les entourages, peu convaincus de l'évolution de cette férocité structurelle de la police anti émeute, pudiquement euphémisée en « *gestion démocratique des foules* » par les fabricants de matériel de répression, c'est une bonne approche,

très documentée, appuyée par des dizaines de références de rapports, études, articles et documents. Pas de thèse nouvelle ni de révélation fracassante donc mais une bonne mise à plat des données disponibles, évoquant la frénésie sécuritaire à partir des années 2000, la théorie du « *flic dans la tête* » qui intériorise la soumission (n'allez pas manifester, c'est dangereux) complétant la pratique du flic dans la rue. Deux volets d'une incapacité croissante de pouvoir réguler autrement les conflits sociaux que par plus de flics, plus d'armement et plus de discours pour masquer cette violence structurelle adossée à la raison d'État.

L'auteur démystifie au passage le principe de désescalade « *à l'allemande* », qui est souvent présenté comme l'anti modèle de la dérive française vers plus de férocité. Modèle qu'aurait abandonné la flicaille française, en somme. Mais la police allemande pratique « *des contrôles intensifs avant les manifestations, une police très proche des manifestants et des interdictions de séjour* », sans parler d'attaques policières de manifestant-es pacifiques, des tirs au jugé de balles de caoutchouc dur dans la foule et un usage pas du tout déses-

caladé des lacrymos.

Écrit avant le confinement et la pandémie, l'ouvrage n'intègre pas en quoi la période d'assignation collective à résidence a pu renforcer le rôle de l'État, protecteur et répressif, étendant ses pouvoirs comme on ne l'avait pas imaginé. Notamment la coordination air-sol très inspirée par les opérations militaires : drones, caméras thermiques pour patrouilles nocturnes et avions de la police des frontières repérant du ciel des présences humaines hors la loi, relayant le contrôle à des flics du plancher des vaches. Cette séquence d'autoritarisme renforcé, d'arbitraire policier pour l'application des règles et les procès verbaux, s'est développée quasiment sans résistance, sans conflictualité sociale majeure, en tous cas visible. La combinaison de la force et de la soumission, c'est le cocktail, si l'on peut dire, qui est à l'œuvre dans le maintien de l'ordre. Sans pour autant réussir à annihiler le droit de manifester et la rage de ne pas subir. Aux États-Unis, le mouvement autour du meurtre de George Floyd avance sur une revendication qu'on n'osait pas jusqu'ici : l'abolition de la police...●

Nicolas, interco Nantes.

ABONNEZ-VOUS AU COMBAT SYNDICALISTE

Je m'abonne pour 11 numéros (1 an) au prix de 30 € (soutien), 22 € (standard), à partir du numéro :

Si réabonnement, merci de cocher la case :

NOM PRÉNOM. ADRESSE.....

PROFESSION. MAIL.....

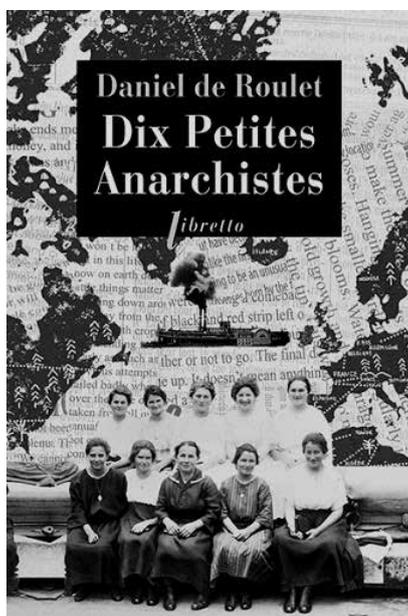
Chèque à l'ordre du *Combat syndicaliste* à renvoyer à *Combat syndicaliste* C/O CNT 18 Avenue de Sierre 07200 Aubenas

Si vous souhaitez qu'un.e ami.e s'intéresse au CS ou si vous avez vraiment trouvé merveilleux ce numéro, mais que vous n'avez pas la possibilité de vous abonner tout de suite, alors lisez bien ceci : **durant 3 numéros, nous vous abonnons gratuitement.** Il vous suffit de remplir le bon ci-dessus et de cocher cette case.

Toutes ces offres d'abonnement valables uniquement en France métropolitaine. Nous contacter pour l'étranger. L'offre d'abonnement pour 3 numéros gratuits valable une seule fois par personne (même nom, même adresse). Bonne lecture.



Quelques « femmes insouciantes »



Dix petites anarchistes,
Daniel de Roulet,
Ed. Libretto, 146p. 8,10 euros.

« *Insouciantes* » : c'est le nom ironique que se sont données ces exilées volontaires si soucieuses de liberté, d'anarchie, de leurs désirs et d'égalité. Le roman est trempé d'Histoire, d'histoires vraies, et bientôt d'embruns. Tout part de Saint-Imier, haut lieu libertaire du Jura suisse. Le barbu qui passe, non, c'est pas Garibaldi, c'est un Russe, un certain Bakounine. Malatesta passe par là, lui aussi. La Commune de Paris a mené ici son lot de parias, la tête encore pleine du tumulte des barricades. Les filles du village boivent les paroles des proscrits. Et elles ont bougrement soif. Et la bougeotte, aussi. Impatientes d'anarchie à vivre, elles

quittent la misère et les neiges de leur canton suisse avec marmots et peu de bagages. Les dix perdent des leurs en route. Un accouchement en mer qui tourne mal finit sous les vagues dans un linceul. Bateau mixte, bagnards contraints et voyageuses payant leur voyage. L'auteur a mis Louise Michel à bord, Nathalie Lemel, Rochefort et bien d'autres punis de la Commune. Avant la Kanaky, le bateau dépose les exilées volontaires en Patagonie. Pour effrayer un curé, ces « *insouciantes* » lui postillonnent qu'elles sont « *protestantes, anarchistes et sorcières* ».

Elles flairent les embrouilles, courent pour fuir les militaires et les flics, rêvent sous la fantasia des nuages. Le récit suit le périple aventureux, leurs mélancolies et leurs enthousiasmes, leurs désillusions en croisant l'extermination coloniale des Mapuche, sur des terres prétendues vierges par le gouvernement chilien. Elle sont de deux coopératives, boulangère, horlogère. « *L'horlogerie bien comprise ne peut être qu'anarchiste, parce qu'elle a besoin que chacun soit à la fois libre et solidaire.* »

La vraie île qui a servi de modèle à Robinson Crusoe accueille une colonie libertaire, vite ciblée par le potentat local, vrai personnage historique, lui, Alfred de Rodt dit « *le Robinson*

suisse ». Sale type. Tenaces, acharnées, errantes, elle passent par Buenos Aires, mènent un grève des loyers, une autre dans la boulange, correspondent régulièrement avec Malatesta lui aussi contraint à la bougeotte. Lors des pérégrinations, les gamins de ces femmes sans dieu ni maître ni mari grandissent avec une éducation qui dit : « *Si tu manges pas ta soupe, tant pis, mais t'auras pas la force de mon-*



ter aux barricades quand faudra démolir l'État ». Ne reste plus qu'à écrire l'histoire, fiction, suite, des destins des enfants de ces émigrées rêvant du grand chambard de la révolution sociale et de l'utopie immédiate. ●

Nico, Interco Nantes

LA CNT C'EST QUOI ?

UN SYNDICAT ! Parce que cette forme d'organisation englobe à la fois le champ économique, politique, social et culturel. Parce qu'elle est directement issue du peuple et qu'elle représente ses intérêts.

DE COMBAT ! Parce que les intérêts des travailleur-euses s'opposent radicalement aux intérêts du capitalisme. Parce que les grandes avancées sociales n'ont été arrachées que dans l'action et la mobilisation.

AUTOGESTIONNAIRE ! Parce que les décisions doivent être prises à la base. Parce que nous appelons à l'auto-organisation des luttes. **SOLIDAIRE !** Parce que les hiérarchies (salaires, fonctions, statuts) s'opposent à une société égalitaire et autogérée. Parce que seules la réflexion et l'action interprofessionnelles permettent d'éviter le corporatisme. **ANTICAPITALISTE !** Parce que nous fabriquons toutes les marchandises et assurons tous les services, nous devons les orienter pour le bien de toute la collectivité et non pour l'ambition démesurée de quelques-un.es. C'est pourquoi nous pensons que le syndicalisme doit être porteur d'un projet pour une société plus juste, plus égalitaire, plus libre... Un projet révolutionnaire. Puisque personne ne travaille à ta place, que personne ne décide à ta place !

CHIAPAS



SOLIDARITÉ

AVEC LES COMMUNAUTÉS ZAPATISTES